



la commune

Organe Central du Parti Communiste Internationaliste
BOLCHEVIK-LÉNINISTE POUR LA CONSTRUCTION DE LA
IV^e Internationale

Paraît
chaque
Vendredi

Marchandeaou ou Reynaud, leurs mesures frappent toujours les travailleurs

PREPARONS LA RESISTANCE DES MASSES

La création des Conseils d'entreprises, organes de lutte des travailleurs, doit être l'objectif central d'une alliance des organisations ouvrières



Le capitalisme français, écrivions-nous dans le précédent éditorial, est comme ces gens qui ne savent pas ce qu'ils veulent, mais qui le veulent énergiquement.

Pouvait-on penser obtenir meilleure confirmation que ce que nous venons de voir ? A Marseille, Daladier qui dispose des pleins pouvoirs depuis le 4 octobre, frappe du poing : j'ai mon plan, suivez-moi. Trois jours après, il demandait à Reynaud un autre plan que celui de Marchandeaou. L'inspirateur historique de Daladier, c'est le général Trochu.

Une telle situation où éclate le degré de décomposition du système politique du capitalisme en France, serait des plus réjouissantes s'il était possible d'obtenir une intervention des masses travailleuses : elles n'auraient pas un obstacle puissant à surmonter pour sortir la société de la boue où elle s'enlise. Mais les organisations qui ont joui d'une confiance extraordinaire de la classe ouvrière ont amené celle-ci dans un état de paralysie. Depuis la victoire de juin 1936, la classe ouvrière n'a enregistré que des échecs, n'a opéré que des reculs ; le système de chaud et froid alternatifs auquel on l'a soumise en septembre 1938 jusqu'à Munich, avec une mobilisation partielle, a achevé de la désorienter. Accablée, la classe ouvrière laisse au capitalisme français une liberté de manœuvre qui dépasse de beaucoup ce que sa situation catastrophique l'autorise à faire.

Accablement, désorientation, mais non pas écrasement. Et c'est pourquoi la bourgeoisie se montre d'une prudence relative. Elle ne voudrait pas ranimer la classe ouvrière par un coup de fouet à la façon du 6 février 1934, mais introduire en douce un système « d'Etat fort ».

S'il est des mesures financières sur lesquelles la bourgeoisie hésite, — mesures qui n'ont rien de « socialiste », même si certaines sont empruntées au plan Blum qui était un plan de mise sur pied de guerre du capitalisme français, — par contre, sur toutes les mesures frappant les travailleurs, il n'est aucune divergence chez nos exploités.

Pas d'augmentation de salaires, des diminutions même ; rien pour les fonctionnaires ; un cran de plus pour les chômeurs.

Les 40 heures étirées jusqu'à faire 45 heures et plus. Enfin, le droit de grève étranglé : on l'a vu à Lyon, on a entendu à Marseille la diatribe contre les « repris de justice » : vous, camarades du Bâtiment lyonnais qui, à plus de 70, êtes condamnés pour avoir fait la chasse aux jaunes, vous êtes des « repris de justice » et ne pourrez plus être élus délégués par vos camarades de chantiers.

Les directions des organisations qui, par leur trahison, ont amené les ouvriers dans

L. Trotsky écrit :

Après Munich, Staline cherchera un accord avec Hitler

Vingt et unième anniversaire d'Octobre ! D'U.R.S.S. sous la botte de Staline, arrive l'information de nouvelles charrettes. Le maréchal Blucher et d'autres, beaucoup d'autres. Notre prochain numéro sera consacré en grande partie à l'U.R.S.S. Nous publions ci-après un article de Trotsky paru dans le Journal américain « Socialist Appeal » au lendemain des accords de Munich. On sait que la répression actuelle en U.R.S.S. vise à permettre la réalisation du tournant stalinien prévu dans cet article de Trotsky. La banqueroute de sa politique de Front populaire amène Staline à devenir, lui, le collaborateur de la Gestapo après avoir permis, par sa politique du social-fascisme, le triomphe d'Hitler. L'infâme accusation des procès de Moscou se retourne contre Staline, elle l'écrasera.

Comme puissance militaire, la Tchécoslovaquie disparaît de la carte de l'Europe

La perte de trois millions et demi d'Allemands profondément hostiles serait, d'un point de vue militaire, un avantage si elle ne signifiait aussi la perte de frontières naturelles.

Les contreforts de la forteresse de Bohême s'écroulent au son des trompettes fascistes. L'Allemagne ne gagne pas seulement trois millions et demi d'Allemands, mais aussi une solide frontière.

Si, jusqu'à aujourd'hui, la Tchécoslovaquie était considérée comme un pont d'intérêt stratégique pour l'U.R.S.S. vers l'Europe, elle devient, pour Hitler, un pont jeté vers l'Ukraine. La « garantie » internationale de l'indépendance des débris de la Tchécoslovaquie comptera infiniment moins que le respect de la neutralité de la Belgique avant la guerre mondiale...

(Suite page 6.)

l'impasse où ils se trouvent, cherchent des formules pour rejeter les responsabilités sur les alliés et conserver ainsi leur autorité. Il faut les dénoncer implacablement pour empêcher cette manœuvre supplémentaire de réussir.

Mais cela ne peut suffire. Les militants d'avant-garde sont divisés par leur programme en de nombreux groupements. La vérification, la confrontation de ces programmes doivent se faire dans la lutte. Mais comment enrayer le courant et accrocher la résistance ouvrière, se demande-t-on ? Cela n'est pas tâche aisée ; il n'y a pas de volonté subjective qui puisse miraculeusement transformer la situation, mais elle peut préparer un avenir qui n'est pas très lointain. Comités de lutte, conseils d'entreprises, comités d'usines, sous des mots différents, un grand nombre de militants d'avant-garde ont une pensée commune : donner à la classe ouvrière un instrument de lutte qui soit à elle et non à des directions domestiquées par la bourgeoisie française ou la bureaucratie soviétique. Le nom importe peu, c'est la chose qui compte. Est-il donc impossible de créer entre les organisations cette alliance ouvrière qui appellera les travailleurs à constituer leurs organismes de lutte ?

Nous ne le pensons pas.

Verdict de classe

contre les militants du P.O.U.M.

Poursuites et condamnations
contre les grévistes lyonnais;

A bas la répression capitaliste !

Nouvelle adresse :

Notre nouveau siège (permanence de 18 heures 30 à 20 heures) :

49, fbg St Martin-Paris X

Avant le congrès de Nantes ... et après



Nous voici, à quelques jours de Nantes ; nous avons à maintes reprises souligné les conditions de préparation du congrès confédéral : bureaucratisme ; rapports fallacieux esquivant les véritables problèmes ; calcul des mandats sur les chiffres de 1937, chiffres enflés qui correspondent vraisemblablement au double du nombre réel des adhérents actuels de la C.G.T. Nous ne reviendrons pas sur ces points, pas même sur le fait que les minorités ont été très souvent éliminées de la représentation. Il y aura des bureaucraties à Nantes ; mais la volonté révolutionnaire d'un grand nombre d'ouvriers syndiqués n'aura pas pu franchir les différents barrages dressés pour endiguer toute poussée ouvrière tant soit peu dangereuse pour ces messieurs du 211 rue Lafayette.

Les motions

Observons tout d'abord que la seule motion à caractère révolutionnaire, celle qui a été publiée par le « Réveil syndicaliste » et l'« Ecole Emancipée » — et que nous soutenons bien que nous n'approuvons pas certaines formules notamment celle sur l'indépendance du syndicalisme — n'a pas été publiée par le journal officiel de la C.G.T., Le Peuple, si impartial selon son directeur Bouyer, n'a publié que les trois autres motions, celles qui sont signées par des bonzes de la C.G.T., de ses Fédérations et de ses Unions.

Disons un mot à propos de ces trois motions officielles. Leur publication ne constitue même pas un acte démocratique, car les militants étaient déjà à ce moment-là possesseurs de ces motions. Quant à la masse des syndiqués, où y a-t-il de la démocratie à lui demander de choisir entre trois textes qui, tous, portent à côté des vrais problèmes, qui diffèrent en fait très peu les uns des autres et qui n'ont été conçus qu'en vue de manœuvres et d'orientations qui ne s'expriment pas franchement.

Il n'y a pas une seule résolution pour dire ces simples mots : NOUS AVONS PERDU LES CONQUETTES DE JUIN 36. Il n'y a pas une résolution pour le faire parce qu'il aurait fallu en chercher les responsabilités, et celles-ci étaient partagées unanimement par les signataires des trois motions qui ont, toujours, à la C.A. confédérale, voté unanimement sauf au 1^{er} octobre sur la question de la guerre.

Toutes les motions sont en faveur de l'indépendance du syndicalisme — ce qui ne veut rien dire. Rappelons une fois de plus que, dans une enquête faite par le chroniqueur social du Temps, R. Millet, parmi toutes les formations syndicales, depuis la C.G.T.S.R. jusqu'aux S.P.F., chacun s'affirmait partisan de l'indépendance du syndicalisme et accusait tous les autres de violer cette célèbre dame. Les propositions « pratiques » pour empêcher de tels méfaits sont et s'avèreront inopérantes, parce qu'il n'y a pas possibilité pour quelque ouvrier que ce soit d'être un et deux en même temps, de réaliser quelque chose s'apparentant à ce que fait l'Eglise catholique avec son Dieu qui est, à la fois, en une et en trois pièces.

C'est sur le problème de la guerre que les trois motions officielles sembleraient divergentes. Elles le sont, mais d'une façon très limitée. Car aucune ne nie la défense nationale en régime capitaliste, aucune ne s'affirme sans équivoque contre toute solidarité avec la bourgeoisie nationale. La différence ne porte que sur la politique sollicitée de la bourgeoisie française et de ses diverses fractions.



LE COIN D

Que se passera-t-il au Congrès ?

Trois motions principales se partageront le Congrès, car la motion du « Réveil Syndicaliste » aura, hélas, bien du mal à parvenir jusqu'au Congrès.

Trois motions. L'une signée Hénaff, Raynaud, c'est celle qui vise à imposer un régime totalitaire au mouvement ouvrier sous la direction du Guépéou, celle qui veut faire pression sur la bourgeoisie française pour qu'elle ait une politique d'alliance franco-soviétique (jusqu'au prochain tournant stalinien, bien entendu).

La motion signée Delmas, Belin, Dumoulin, est celle d'une équipe liée à la franc-maçonnerie et à sa fraction dans la Sécurité Nationale. Elle estime le moment venu d'écarter le contrôle du Guépéou sur la C.G.T. ; elle conjugue ses efforts ouvertement avec ceux du ministère de l'Intérieur et de quelques autres personnages politiques (Déat, Frossard, Roche..., de Monzie).

La troisième motion, celle signée par Neumeyer, Laurent, Boursicot, des Fonctionnaires, et Vivier-Merle, Dolker, c'est aussi celle de Jouhaux qui ne s'est pas engagé personnellement mais qui a fait avancer quelques-uns de ses amis. A quoi rime cette motion ? Mais tout simplement à réaliser mieux, à Nantes, ce qui a été fait au dernier C.C.N. Les trois motions s'affronteront au Congrès. En fin de débat, en commission de résolution, ou peut-être même après celle-ci, Jouhaux viendra faire l'appel pathétique à l'unité autour de cette troisième motion moyenne. Frachon invoquera sa conscience et apportera alors les voix stalinienne. De l'autre côté, on peut s'attendre à ce que le plus grand nombre réponde à l'appel de Jouhaux.

Ainsi serait joué le congrès de Nantes. Mais il y a en même temps une question très épineuse que personne n'a soulevée publiquement : c'est celle de la direction. Qui sera à la prochaine C.A. confédérale ? Qui sera au prochain Bureau confédéral ? A ce moment, on sera aux grandes manœuvres du Congrès. Il est pour l'instant très difficile de prévoir, quoi qu'il semble que le travail des fractions stalinienne ait été très efficace. Oh, Jouhaux ne risque rien quant à son poste de secrétaire général, mais Raynaud pourrait vraisemblablement remplacer Belin.

Mais après Nantes ?

Si une telle opération réussissait, n'y aurait-il pas une scission dans la C.G.T. ? Cela nous semble très peu probable. Nous ne croyons pas qu'il soit possible de revoir après Nantes une rupture à l'ancienne mode : une centrale syndicale réformiste et une centrale syndicale révolutionnaire. Nous ne le croyons pas parce qu'il n'y a pas du tout les éléments pour constituer deux centrales de cet ordre. Mais cela ne veut pas dire du tout que Nantes marquera seulement une continuation ou une nouvelle orientation de la C.G.T. Nantes donnera probablement des votes quasi-unanimes, mais, après Nantes, la désagrégation de la C.G.T., marquée jusqu'à ce jour par des pertes nombreuses d'effectifs, ne tardera pas à se manifester sous d'autres formes.

Après Nantes, ce qui est le plus probable, ce n'est pas une scission franche, brutale,

mais un morcellement du mouvement syndical.

La direction qui sortira de Nantes continuera à diriger qui voudra bien la suivre politiquement. Le sentiment de discipline tombera. La notion d'autonomie par Fédération, par syndicat, grandira. On verra aussi des Fédérations se diviser, des Fédérations de métier se séparer de Fédérations d'industrie, des syndicats se mettant plus ou moins franchement dans l'autonomie... Tout bureaucrate saura invoquer l'« indépendance du syndicalisme » pour assurer son « indépendance » personnelle ou celle de sa clique.

Une telle situation — qui ne se réalisera évidemment pas d'un seul coup, mais qui donnera bien des situations imprévisibles — ne dépend plus de la volonté de tel ou tel militant, ou de telle ou telle tendance : elle est la conséquence de la défaite que la classe ouvrière a subie depuis juin 36 et de l'absence de direction révolutionnaire. Juin 36 avait apporté les millions d'adhérents nouveaux. Les mois qui se sont écoulés depuis ont entraîné la chute des effectifs et provoqué le morcellement.

Que faire ?

Cette situation posera aux militants révolutionnaires des problèmes de tactique syndicale extrêmement compliqués. Chaque situation comportera des éléments particuliers qu'il est impossible et dangereux de préjuger. Il faut tout simplement fixer préalablement les règles générales qui permettront de s'orienter dans le puzzle qui se prépare.

Le regroupement syndical sera avant tout déterminé par le regroupement politique. Ce n'est pas sur des formules sans contenu comme l'indépendance du syndicalisme que l'un et l'autre pourront se faire. Un programme d'action, la liaison avec les luttes ouvrières qui se déclencheront, la liaison entre les militants et les masses ouvrières, tels sont les moyens qui permettront d'enrayer dans une certaine mesure le morcellement et de préparer, à nouveau, sur une base de classe plus élevée, l'unité syndicale que les dirigeants de la C.G.T. et de la C.G.T.U. ont réalisée en 1935 à leur corps défendant et dont ils ont préparé l'effondrement par leur politique du Front populaire.

Nous n'en sommes pas là, penseront bien des camarades ; vous allez trop vite dans vos perspectives. Nous n'en sommes pas là : mais ce n'est pas nous, ce sont les événements qui vont vite à notre époque. Pour devenir plus forts et pouvoir intervenir sur le cours des événements, les révolutionnaires ne doivent pas l'oublier.

Note de la Rédaction

En raison de la Toussaint, nous avons dû pour ne pas retarder notre parution cette semaine, nous limiter à six pages. Nous sommes obligés de laisser de nombreux articles pour la semaine prochaine.

Nous demandons à nos correspondants d'avancer de 24 heures leurs lettres, en raison du congé du 11 Novembre.

Nous rappelons qu'une partie importante du prochain numéro sera consacré à l'anniversaire d'Octobre 1917.



Après la défaite du bâtiment lyonnais

A PRES une longue et pénible grève, les gars du Bâtiment lyonnais ont dû céder devant le patronat. Il faudrait dire beaucoup de choses sur cette lutte où se sont entrecroisés des facteurs très opposés.

Il y avait à l'origine une revendication contre un arbitrage diminuant les salaires. Une partie des entreprises appliquait l'ancien tarif plus élevé, celui que réclamaient les grévistes. Fallait-il ou non laisser travailler ces entreprises ? C'est un problème sur lequel seuls des camarades très compétents pouvaient se prononcer, en tenant compte que, par suite de toute la politique de la C.G.T., le mouvement gréviste dans ces dernières semaines n'était pas poussé vers une lutte générale. Il semble que l'extension de la grève à ces entreprises ait été néfaste au mouvement, car la solidarité matérielle ne joua plus et il y eut du tirage.

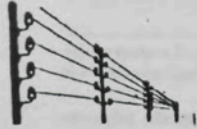
La répression a sévi avec une férocité rarement atteinte depuis des années. Les semaines et les mois de prison s'accumulent contre plus de 70 ouvriers qui n'avaient fait que leur devoir de classe. La bourgeoisie n'a pas manqué d'exploiter, au profit de cette répression, l'assassinat du contremaître — qui eut lieu dans des conditions pas très précises et qu'on ne peut juger indépendamment de ce qui est une sorte de tradition des luttes du bâtiment lyonnais.

La répression a sévi contre les ouvriers en

grève. Elle avait aussi frappé trois responsables syndicaux, dont Labrousse, un des secrétaires de la Fédération du Bâtiment. Seulement, ces trois responsables furent libérés un matin. Et, dans la même journée, ils furent à l'assemblée les plus acharnés partisans de la reprise du travail. Après un premier vote qui ne fut pas favorable à celle-ci, Labrousse intervint très fortement pour emporter un second vote qui soit favorable celui-là. Il y parvint. On peut trop facilement se demander : n'est-ce pas là le prix de sa libération ?

Maintenant Labrousse est libre, 70 ouvriers sont emprisonnés et 2.000 gars du Bâtiment sont mis à la porte. Deux mille ! Et ce n'est pas tout. Les équipes au service du patronat et des syndicats fascistes opèrent en maîtres. Les gens du syndicat professionnel viennent sur les chantiers, demandent les cartes syndicales, déchirent celles de la C.G.T. et obligent les travailleurs à prendre la carte du syndicat jaune.

Voilà les résultats d'une grève conduite par les amis de Monsieur Herriot, par ceux qui, en juin 1936, ont dit : « Il faut savoir terminer une grève ». Ils ont montré qu'ils savent les torpiller. Que faire ? Ceux qui comprennent, ceux qui veulent préparer la revanche doivent s'organiser sur un programme de classes et reprendre la propagande pour situer les responsabilités et empêcher la débandade.



Les tendances dans la Fédération postale

Renouvellement du Bureau de la Fédération postale. Le Bureau sortant était dirigé par Gourdeaux, stalinien, et Perrot, ex-confédéré. A Vichy, cet été, le Congrès avait battu l'orientation stalinienne. Malgré cela, le Bureau restait en fonction et chacun des secrétaires agissait à sa guise. Ça n'avait qu'une importance relative sur les questions traitement, etc., car les deux clans s'entendaient pour ne rien faire ; mais ça n'allait plus sur la question de la guerre, le syndicat des Agents des P.T.T. constituant l'alle marchande des francs-maçons anti-staliniens.

Le Conseil National de la Fédération vient de se réunir. Les staliniens étaient pour la reconduction du Bureau, mais à la veille du Congrès de Nantes, la lutte s'est beaucoup exacerbée et les anti-staliniens ont mis Gourdeaux à la porte du secrétariat ; Perrot a cédé la place au réformiste invétéré Cougnenc.

La minorité révolutionnaire continuera son travail.

L'opposition syndicale grandit dans les P.T.T.

De partout, les fonctionnaires expriment leur mécontentement à l'égard des dirigeants syndicaux qui ont trahi les intérêts des travailleurs et cela au nom de la défense nationale.

L'opposition des sections syndicales des P.T.T., à la politique de collaboration de classes pratiquée par la C.G.T. grandit.

La Section des services administratifs, au cours d'une assemblée générale, a flétri l'attitude des directions syndicales ; nous donnons les principaux passages de l'ordre du jour adopté :

« Exprime sa défiance aux dirigeants actuels du mouvement syndical qui, par la pratique constante de la collaboration de classes, n'ont fait aboutir aucune des revendications vitales des fonctionnaires et des postiers en particulier. »

« Se prononce pour un changement radical des méthodes suivies à ce jour, pour la préparation de l'action directe, afin d'imposer au plus tôt les revendications, etc... »

Et, sur le problème de la guerre, il est indiqué que seule la lutte revendicative peut faire reculer les dangers de conflits entre impérialismes.

« Elle affirme que l'ennemi est dans notre propre pays, que la lutte armée des démocraties contre le fascisme se traduit, pour les travailleurs de ce pays, à subir une effroyable boucherie sous le talon de fer de l'Etat-major militaire, protecteur des cagoullards. »

« La Section demande aux travailleurs des P.T.T. de préparer d'urgence l'action générale pour faire aboutir leurs principales revendications. C'est le moyen le plus efficace de lutter contre la guerre. »

Les camarades des services administratifs nous montrent le chemin ; soutenons-les, diffusons le mot d'ordre de grève générale et posons le problème de la direction du mouvement prolétarien : « Les Conseils d'entreprises ».

Les traitements des instituteurs

Depuis quelques semaines, le S.N. des Instituteurs connaît une manière de popularité, due tant à la pétition et aux affiches éditées en commun avec le S.N. des P.T.T. qu'à l'intervention de Delmas au Comité National Confédéral. Au surplus, le même Delmas recueille, en vue du Congrès Confédéral de Nantes, les adhésions pour les deux motions réformistes qui seront opposées à celle des staliniens.

La manœuvre des dirigeants du S.N. n'est malheureusement que trop claire ; ils espèrent réaliser l'union des réformistes et des révolutionnaires sur une plateforme antistalinienne, quittes, d'ailleurs, demain, à voler au secours de Racamond et de Frachon, dont ne les sépare, au fond, aucune divergence essentielle. Le « cher Delmas » — comme dit Jouhaux — pose au martyr et se plaint que ses articles adressés au « Peuple » aient été censurés (à quand la suppression de la censure à « L'Ecole Libératrice » ?).

Et, pendant qu'on parle de « l'action » du S.N. contre la guerre, on étouffe la question des traitements dont on ne parle plus du tout. Pourtant, Delmas et ses amis ne peuvent ignorer que la seule forme de lutte efficace contre la guerre est la lutte pour les revendications. Nous connaissons déjà les arguments des dirigeants, « Le moment n'est pas propice... Il faut attendre la rentrée des Chambres, etc... ». Tout cela n'empêche pas les débutants de continuer à claquer du bec avec des salaires de famine. Et, pourtant, quel merveilleux argument Daladier, qui invoque sans cesse des difficultés de trésorerie, n'a-t-il pas fourni aux dirigeants du S.N., en trouvant 8 milliards pour la mobilisation de septembre ?

Capitulation syndicale dans l'aviation

Nous avons dénoncé le verbalisme du syndicat dans sa défense des 40 heures. Devant la menace gouvernementale, il n'a pas résisté. Des sanctions frappent les travailleurs de chez Hispano, Messier, Caudron ; l'arbitrage chez Salmson laissait 50 travailleurs sur le pavé. Mais les bonzes syndicaux ont reconnu qu'un effort était fait pour prendre les chômeurs, et par conséquent il invitait les travailleurs de l'aviation à faire les 45 heures de l'arbitrage Jacomet. La campagne des « 5.000 avions », ils s'y sont associés.

Cette atteinte aux 40 heures va bientôt peser sur toute la métallurgie et, par conséquent, sur toutes les industries. Le syndicat crie victoire pour les élections de délégués chez Gnome-et-Rhône ; c'est vrai pour les délégués des ouvriers. Mais pour les techniciens, qui n'ont profité de la politique stalinienne ?

Nous avons dans un tract aux travailleurs de l'aviation dénoncé les responsabilités des bonzes syndicaux. Aux travailleurs révolutionnaires de ne pas perdre courage, de se grouper pour préparer la constitution de Conseils d'entreprises.

Un meeting de la Nouveauté

Le 19 septembre, la Chambre syndicale convoquait les employés de la Nouveauté à Wagram pour leur présenter comme un succès la nouvelle convention collective sur laquelle nous nous sommes exprimés en détail dans le précédent numéro.

A ce meeting, les quelques milliers de callots présents montrèrent qu'ils n'étaient pas dupes des paroles des dirigeants syndicaux. Les cris, les interruptions... autant de manifestations d'indignation des travailleurs bernés.

S'il y avait eu une forte minorité organisée, elle aurait pu imposer à la tribune un de ses représentants qui eût indiqué qu'il ne suffisait pas de chahuter une direction après sa capitulation, mais qu'il fallait renvoyer cette direction et préparer l'organisation pour les prochaines batailles.

L'incendie de Marseille

Nous ne nous mêlons pas aux larmes hypocrites déversées par les plumés des valets au service de la presse réactionnaire devant l'incendie des Nouvelles Galeries, où le prolétariat marseillais a laissé une centaine de siens.

Nous serrons les poings, et la classe ouvrière doit comprendre et rechercher les causes qui ont déterminé ce tragique événement où la destinée, l'inévitable, et d'autres mots dans ce genre n'ont rien à voir avec ce qui s'est passé.

Même les journaux, du « Petit Marseillais » au « Petit Provençal », n'ont pu cacher certains détails où le grand patronat se joue littéralement de la vie des ouvriers et ouvrières.

Faut-il revenir sur ces détails ?

Les extincteurs ne marchaient pas, la sonnerie d'alarme n'a pas fonctionné, les ouvrières travaillant aux étages supérieurs, surprises par la rapidité du feu dû à l'incurie patronale ; d'autre part, les directeurs de la maison, bien vivants, et leur coffre-fort sont sortis indemnes de cette aventure.

Il faut réfléchir à cela, le prolétariat marseillais, après l'explosion du boulevard Oddo, vient de payer une nouvelle fois de sa chair. Il en a assez ! Les victimes sont toujours du même côté et nous devons rechercher les moyens de combat pour que cela cesse.

Ce n'est pas les Tasso et Cie, soi-disant socialistes, qui peuvent apporter la solution pour la protection des ouvriers dans leur travail.

Là où il n'y a pas une « bonne affaire », ils se fichent complètement de l'amélioration des protections urbaines élémentaires. Boucher une partie du Vieux-Port, 7 millions ; et malgré que Tasso ne soit à la mairie que depuis 1935 (prétexant qu'il donne pour mettre dans le bain l'ancienne équipe des gangsters dirigée par Sabiani), les crédits furent trouvés.

Les travailleurs ne doivent pas permettre aux Tasso et Cie de venir parader aux obsèques des victimes. A l'exemple des mineurs de Courrières et comme ce fut dans de nombreux cas, les travailleurs doivent faire une journée de grève et de démonstration contre le régime, et pour la défense des revendications des survivants réduits au chômage et à la misère.

Les élections partielles

Dimanche dernier, deux élections partielles : dans le 9^e à Paris ; à Charolles, en Saône-et-Loire. La première circonscription, commerçante, petite bourgeoisie, réactionnaire de toujours ; la seconde, paysanne avec quelques centres ouvriers, socialiste depuis longtemps.

A Paris, la coalition antimarxiste n'avait pas de raison de se réaliser pour le 1^{er} tour comme ce fut le cas à Charolles ; les électeurs devaient départager ; le général Niessel fut battu par le P.S.F. Vallin, secrétaire de La Rocque. A Charolles, le radical recueillit la plupart des voix anti-ouvrières et espère faire le plein au second tour. Indignation de Blum qui défend son « cher » Paul Faure.

A observer qu'à Paris comme à Charolles, le parti stalinien subit un échec important. Il perd des voix par centaines, dans une proportion voisine du tiers : il a joué la carte de la guerre en septembre... et il paie de s'être fourvoyé. Il palera beaucoup dans la période qui vient. Mais dans quelle mesure parviendrons-nous à empêcher que son écroulement serve au fascisme et se fasse au profit de la révolution prolétarienne ?

Les instituteurs révolutionnaires ne seront pas dupes des diversions des Delmas, Hagnauer et Compagnie. Les laissant à leur pseudo-bagarre avec les staliniens, ils sauront imposer la préparation de la grève générale pour l'augmentation des traitements.

NOTRE FIDÉLITÉ A LA RÉVOLUTION RESTE INEBRANLABLE ...

NOUS voilà à quelques heures de notre départ « sous les drapeaux ». Nous comptons les derniers moments « de liberté » qui nous restent avant d'aborder ce cauchemar qui, dit-on, doit durer deux ans.

En ces derniers jours avant le départ, qui nous laissent très incertains quant à la durée de notre embrigadement, nous méditons sur notre sort et les trahisons dont nous avons été l'objet de la part des directions des organisations du Front populaire, en particulier pendant les deux années passées.

En nous se réveille un sentiment violent de révolte. C'est que les circonstances ne nous promettent rien d'attrayant pendant ces deux ans.

Nous savons par nos camarades et par la presse révolutionnaire ce qu'a été la mobilisation du mois de septembre.

Rarement le régime n'était apparu, comme en septembre avec sa véritable figure répugnante, pleine de cynisme et de sang ouvrier et cette pagaille infernale constatée partout ne caractérise-t-elle pas tout le régime dominant ?



Cette incapacité à résoudre les problèmes importants, vitaux, ne se retrouve-t-elle pas sur tous les plans ?

Et, enfin, cet abandon des intérêts du prolétariat au profit de ceux de l'impérialisme, par les chefs des organisations de la II^e et III^e Internationales et ceux de la C.G.T. ne s'est-elle pas étalée une fois de plus avec un sans gêne déconcertant ?

Nous savons que tous ces plans d'armement, la presse, de « l'Humanité » à « l'Action Française » et vers la réalisation desquels s'oriente le gouvernement Daladier-Reynaud-Mandel, gouvernement de Front populaire ou au moins fils légitime de celui-ci, se feront sur le dos des masses exploitées et se solderont par un abaissement du niveau de vie, un accroissement de la misère, un renforcement de la répression policière (limitation très stricte du droit de grève), ainsi qu'un développement de forces fascistes. Nous avons aussi vu ces propositions de porter le temps de service à trois ans, et on comprendra notre inquiétude en ce jour de départ lorsque de telles perspectives s'ouvrent devant nous.

Et, ainsi nous nous acheminerons vers ces casernes où nous allons être, pendant deux (?) ans à la merci de ceux que « l'Huma » nommait jadis des G.D.V. et qu'elle nomme aujourd'hui « officiers et sous-officiers républicains ».

Nous avons attendu pour savoir où on va nous envoyer. Dans l'Est ? En Orient ? C'est eux qui le décident. Le sort en est jeté, il nous reste à obéir et, peut-être... à crever. D'ailleurs, qu'importe un mort à ceux qui, en ce mois de septembre, en avaient désigné 200.000 pour s'élancer à la conquête de la ligne Siegfried.

Les quelques trente lignes au verso de « l'ordre d'appel sous les drapeaux » sont déjà évocatrices de l'atmosphère de la caserne. On n'y parle en effet, pas moins de trois fois, de « sanctions disciplinaires » et de « condamnations ». La voilà bien, l'armée républicaine !

Et c'est les conseils prodigués et les vins d'honneur aux conscrits.

Oh ! ces conseils ! Si nous pouvions en donner à la « Jeunesse Communiste (?) de France » et à « l'Avant-Garde » (qu'est-ce que doit alors être l'arrière-garde), ce serait de garder leurs « conseils » pour eux.

On nous dit d'être gais. Il y a de quoi.

On nous dit de faire du sport. J'ai l'impression que les G.D.V. vont nous en faire faire, du « sport », du drôle de sport, et plus qu'il nous en faudrait.

Vous nous appelez à participer à des vins d'honneur fermés à la parole révolutionnaire, mais sa-

chez bien que les conscrits qui restent fidèles à la lutte de classes et qui sont plus nombreux que vous ne le désirez sont bien décidés à extirper des crânes des jeunes encasernés votre influence mal-faisante.

Nous appellerons nos camarades à considérer avec le dédain qu'elle mérite votre campagne pour les colis du 11 novembre aux jeunes soldats, qui tend à substituer à la lutte contre le militarisme bourgeois la conception de la charité chère à la calotte. D'ailleurs, l'appui donné à votre campagne par les rattachés et les organisations réactionnaires n'est-elle pas la meilleure preuve du caractère contre-révolutionnaire de votre entreprise que vous présentez aux jeunes communistes comme une aide effective apportée aux encasernés ?

Ne parlons pas des jeunes socialistes qui, eux aussi « sont soucieux de la sécurité de la France », c'est-à-dire de la sécurité de la classe dominante. S'il leur arrive de prononcer des phrases à gauche, nul ne doit s'y méprendre ; ce n'est que pour les besoins de la concurrence avec la jeunesse stalinienne et pour mieux tromper les jeunes prolos.

Au seuil de la caserne, il faut plus que jamais comprendre que les organisations de jeunes des II^e et III^e Internationales, comme ces Internationales elles-mêmes, sont des obstacles dans la voie de la libération du prolétariat et que la lutte pour abattre ces obstacles et construire le parti révolutionnaire va de pair avec la lutte pour abattre la société capitaliste.

La pression brutale du militarisme, les stupides vexations, les exercices et les corvées épuisantes, tout cela va déferler sur nous comme une avalanche. Mais pas plus que le tzarisme n'a pu endiguer le flot de la révolution montante, l'appareil militaire de la démocratie bourgeoise ne parviendra à briser notre conscience de classe, notre attachement inébranlable à la cause de la Révolution prolétarienne mondiale, même s'il est aidé par les trahisons dans le camp ouvrier.

Demain peut-être, après l'utilisation de la troupe dans la grève des transports parisiens, et celle des dockers de Marseille, un gouvernement bonapartiste dont la responsabilité incombera exclusivement aux organisations traitées du Front populaire, qui ont canalisé, freiné, saboté le mou-



vement de juin 36, essaiera de nous utiliser pour briser la résistance ouvrière. Que nos frères des usines sachent que nous sommes et serons toujours à leur côté, même si le rapport des forces nous contraint de ne le manifester que faiblement. Qu'ils sachent que si, aujourd'hui, nous sommes obligés de nous plier devant le militarisme et de subir son joug, nous utiliserons l'occasion d'apprendre le maniement des armes, afin de les diriger demain dans le sens déterminé par notre conscience révolutionnaire.

Plus la pression de la bourgeoisie est grande, plus les trahisons sont immondes, plus nous renforcerons notre travail et notre lutte pour renverser ce régime à l'agonie.

Nous devons mettre en garde les jeunes ouvriers désemparés qui seraient tentés de se réfugier dans l'apolitisme sous quelque forme que ce soit, en leur montrant que notre ennemi de classe ne cherche que cela pour mieux pouvoir maintenir sa domination.

Vous, camarades, qui restez, vous qui venez de sortir de cet enfer militaire, vous tous qui avez plus de possibilité d'action que nous autres embrigadés, utilisez ces facteurs positifs pendant que vous le pouvez encore et renforcez notre lutte commune.

Vive l'alliance des ouvriers, des paysans et des soldats !

Vive l'armée rouge du pouvoir ouvrier !

Faire comme eux

De nombreux militants ouvriers révolutionnaires ont compris la nécessité d'établir une liaison permanente avec notre Journal.

Nous aider, nous soutenir, diffuser notre presse et notre matériel de propagande, nous faire parvenir les Informations sur les luttes ouvrières dans leur région ou localité, voilà ce que tous nos lecteurs doivent réaliser à bref délai.

Nous donnons quelques extraits de lettres significatives, exemple à suivre par tous nos lecteurs.

Reçu vos brochures, tracts et n° spécial du Journal. J'ai fait la distribution, cela a porté car les staliniens en parlent. La période qui vient de s'écouler a été très bonne pour notre propagande.

(D., Loire, 2-10-38.)

Le travail parmi les dockers porte déjà ses premiers fruits. Au Cap Pinède, nous avons vendu à la criée « La Commune ». Le Journal a été accueilli favorablement. Nous allons continuer et persévérer dans l'effort. Nous vous demandons d'augmenter l'envoi de 20 numéros.

(M., Bouches-du-Rhône, 8-10-38.)

Je vous envoie cette petite somme pour faire grandir votre Journal, si vous permettez de le développer. Je ferai l'impossible pour collecter et pour recueillir quelques abonnements. Toujours à vos côtés.

(I., Corrèze, 25-10-38.)

« La Commune » n° 115, et les derniers numéros ont été bien accueillis dans notre région. J'ai fait une tombée de boîtes aux lettres. Cela a porté et surtout l'on en a parlé. Voilà du bon matériel de propagande.

(Gironde, le 9-10-38.)

Je me permets de vous suggérer de continuer quelle que soit la formule que vous adoptiez pour « La Commune », votre intéressant et juste (parce que marxiste) analyse des rivalités exacerbées des impérialistes que vous placez dans « La Commune » sous la rubrique Chronique Internationale.

(V., Ardèche, 20-10-38.)

Nous demandons au Camarade qui achète le Journal au kiosque Maylin, allée Jean-Jaurès, à Toulouse, de nous écrire.

Nous tenons à la disposition des Camarades les numéros 145 spécial et 147. S'adresser au Centre.

Prière aux Camarades abonnés échus de répondre à notre lettre du 20 septembre sans autre retard.

Permanence de Bordeaux :

Jeunes Communistes Internationalistes, Bar de Vincennes, 235, rue d'Arès, de 10 h. à 12 h.

Staline se tournera vers Hitler

(Suite de la page 1)

L'écroulement de la Tchécoslovaquie signifie la faillite de la politique internationale de Staline durant ces cinq dernières années. L'idée de Moscou d'une « alliance des démocraties » pour les luttes contre le fascisme est une fiction dépourvue de vie. Personne ne se battra pour le principe abstrait de démocratie ; tous se battent pour des intérêts matériels. L'Angleterre et la France préfèrent satisfaire les appétits de Hitler aux dépens de l'Autriche et de la Tchécoslovaquie, plutôt qu'aux dépens de leurs colonies à elles.

L'alliance militaire entre la France et l'U.R.S.S. perd dès maintenant 75 % de sa valeur et peut facilement perdre 100 % de cette valeur. La vieille idée mussolinienne d'un pacte à quatre des puissances européennes sous la baguette de l'Italie et de l'Allemagne, est devenue réalité, tout au moins jusqu'à une nouvelle crise.

Le terrible coup porté à la position internationale de l'U.R.S.S. est le prix de la saignée continue qui, en Union soviétique, a décapité l'armée, brisé l'économie et révélé la faiblesse du régime stalinien. La source de la politique défaitiste se trouve au Kremlin. Nous devons maintenant nous attendre, avec certitude, à une tentative de rapprochement de la diplomatie soviétique avec Hitler, — et cela au prix de nouveaux reculs et de nouvelles capitulations qui, dans leur développement, ne rendront que plus prochain l'effondrement de l'oligarchie stalinienne.

Le compromis fait sur le cadavre de la Tchécoslovaquie ne garantit nullement la paix ; il ne fait que créer une base plus favorable pour Hitler dans la guerre future. Les vols de Chamberlain dans les nues entrèrent dans l'histoire comme un symbole des convulsions diplomatiques d'une Europe impérialiste divisée, vorace et impotente à la veille d'un nouveau massacre qui baignera toute notre planète dans le sang.

Verdict de classe contre les militants du P. O. U. M.

IMPOSONS LEUR LIBÉRATION

L'accusation d'espionnage montée par le Guépéou écartée par le tribunal

L'ACTE d'accusation et le réquisitoire du Procureur de la République Gomis passeront dans l'histoire comme des documents de mensonges de la plus monstrueuse inquisition d'un régime basé sur le faux et la force d'une contre-révolution anti-prolétarienne achevée.

Dans son réquisitoire, l'agent du Guépéou, ex-homme de la « Ceda », Gomis, déclare : « que derrière le P.O.U.M. apparaît la sinistre figure de Trotsky que l'organisation tenta de faire venir en Espagne ».

Avec ce procès où Staline a tout fait pour OBTENIR LES TÊTES D'ANDRADE, GORKIN, GIRONELLA ET AUTRES CAMARADES, en voulant rendre Trotsky responsable de la banqueroute de la politique du Front populaire, Staline a échoué lamentablement.

Tout en obtenant, par la lâcheté et la complicité de l'antifascisme démocratique, de la social-démocratie internationale et de l'anarcho-syndicalisme espagnol, une sentence contre des innocents, et la mise hors la loi d'un parti ouvrier, dans un pays « antifasciste démocratique », le stalinisme est sorti écrasé et comme le seul coupable.

Le « procès » de Barcelone, marque en même temps le point de départ d'un commencement de dégringolade générale du stalinisme en Espagne.

Si l'on lit l'acte d'accusation, le réquisitoire et le verdict, il y a non seulement à frémir de colère contre tant de cynisme, mais la faillite de toute la trame d'amalgames accumulés devant le tribunal de Barcelone apparaît si clairement, qu'il est impossible de justifier la sentence et l'emprisonnement des camarades innocents.

Voici comment est formulé le verdict :

Barcelone, 29 octobre. — Le Tribunal a rendu aujourd'hui sa sentence dans le procès des inculpés du P.O.U.M. Le jugement reconnaît que des membres du P.O.U.M. se sont joints au mouvement subversif provoqué par des éléments rebelles à Barcelone en mai 1937, dans le but d'imposer leurs conceptions sociales. Ces membres sont reconnus coupables du délit de rébellion compris dans l'article 238, numéro 4, du Code pénal de droit commun, pour avoir tenté de soustraire la Nation à l'autorité du gouvernement. En conséquence, sont condamnés à 15 ans de séparation de la communauté sociale (internement), les inculpés : Julian Gomez Garcia (Gorkin), Juan Andrade Rodriguez, Enrique Adroher Pascual (Gironella) et Pedro Bonet Cuito ; à onze ans de séparation de la communauté sociale : Jordi Arquer, José Escuder et Daniel Rebull sont acquittés. Le tribunal a ordonné la dissolution du « Parti Ouvrier d'unification marxiste » et de la « Jeunesse Communiste Ibérique ».

Comme on le voit, l'accusation de HAUTE TRAHISON ET D'ESPIONNAGE introduite par les hommes du Guépéou a été abandonnée par le Juge de la République parce que les « preuves » apportées à la manière des procès de Moscou contre les accusés, n'ont pas été suffisamment convaincantes à Barcelone, où parvinrent les protestations révolutionnaires de l'avant-garde du monde entier.

Cependant, le fait capital dont il faut tenir compte dans le « procès » du P.O.U.M. est la position de l'anarcho-syndicalisme de la C.N.T.-F.A.I. qui font partie du Front populaire et du gouvernement Negrin.

Le verdict du tribunal de Barcelone est une vengeance de classe, du tribunal de la République contre un parti ouvrier, accusé et calomnié fausement.

Le « procès » de Barcelone n'est pas un acte isolé de l'action de répression contre-révolutionnaire du gouvernement Negrin qui prépare la soumission à Franco, contre la classe ouvrière, ce n'est pas non plus le « procès » voulu seulement par le Guépéou de Staline ; le verdict a montré qu'il est toute la conséquence de la politique anti-ouvrière du Front populaire « antifasciste » marquée par les « Journées de mai » provoquées par la contre-révolution bourgeoise et par les agents de Staline.

LE MANQUE D'UN PARTI REVOLUTIONNAIRE EN ESPAGNE, l'incapacité, l'opportunisme et la faillite des autres partis ouvriers,

sont les causes principales qui ont permis au stalinisme, au réformisme et à la bourgeoisie, d'écraser la révolution et de préparer la victoire du fascisme.

C'est ce qui SE DEGAGE DE TOUTE L'EXPERIENCE TRAGIQUE D'ESPAGNE ET DU PROCES DE BARCELONE.

La libération des camarades du P.O.U.M. s'impose. Il serait impossible de garder en prison des innocents et de maintenir un parti ouvrier hors-la-loi, dans une République « démocratique », SI CES FAITS NE CORRESPONDENT PAS A TOUTE UNE POLITIQUE CONTRE-REVOLUTIONNAIRE A UN MOMENT DECISIF POUR LA PREPARATION DU COMPROMIS.

La C.N.T. et la F.A.I. qui sont dans le gouvernement Negrin, savent bien que le P.O.U.M. n'est pas responsable des événements de mai 1937. Se rappellent-elles aussi qu'elles ont appelé les ouvriers à riposter contre la provocation du stalinisme et qu'elles ont qualifié de contre-révolutionnaire le gouvernement Negrin le lendemain de sa constitution ?

Entr'autres choses, le Tribunal rend responsable le P.O.U.M. de ce que Huesca n'a pas été prise au temps où les milices ouvrières et la 29^e division du P.O.U.M. se trouvaient sur ce front.

Combien de fois l'organe de la C.N.T., « Solidaridad Obrera » a-t-il parlé du sabotage du gouvernement central sur le front de Huesca ? Le colonel Villalba, retiré du front d'Huesca pour incapacité et comme suspect, envoyé ensuite sur le front de Malaga, puis arrêté finalement pour trahison EN TANT QUE RESPONSABLE DE LA PERTE DE MALAGA, VIENT D'ETRE LIBERE ! Ceci explique toute la politique du gouvernement de Barcelone.

Mais puisque nous en sommes aux questions militaires, il serait bon de demander qui a laissé pénétrer jusqu'en Catalogne les troupes de Franco, après la dissolution de la 29^e Division et l'incorporation des milices du P.O.U.M., de la C.N.T., etc., dans l'Armée du front populaire ? Les staliens ne disent pas que c'est l'Armée popu-

laire commandée par des chefs staliens (colonel Burillo et général Pozas), sous le haut-commandement de l'Etat-Major du général Rojo et du ministre de la défense Prieto, qui a ouvert le front du Haut-Aragon au fascisme.

Il est clair qu'avec le retrait des volontaires des « Brigades internationales », Negrin veut « pacifier » l'Espagne par un compromis avec le fascisme.

Ceci prouve encore toute la banqueroute du « Front populaire international » et laisse voir que le stalinisme commence sérieusement à perdre position en Espagne, puisque les « Brigades internationales » sont des formations dirigées par les agents du Guépéou de Staline : Gallo, Marty, etc., etc.

Le seul journal espagnol qui ait parlé du procès du P.O.U.M. — qui ait été cité en exemple par le Guépéou international — a été « La Vanguardia ». Mais il ne l'a fait que pour critiquer les protestations prolétariennes internationales et le meeting de la Mutualité organisé par la S.I.A. Ce journal est bien connu des ouvriers espagnols comme étant dirigé par une clique d'ex-monarchistes, réactionnaires et catholiques, qui sont les plus acharnés à défendre la politique de compromis, c'est-à-dire à laisser entrer le fascisme en Catalogne, afin de sauver le capitalisme des menaces révolutionnaires.

Ce simple fait d'entente entre staliens-monarchistes-catholiques, etc., suffirait à démontrer le système démocratique de la République de Barcelone.

Il ne se passe pas un jour sans que toute la presse stalinienne mondiale continue à faire croire que l'acte d'accusation a été maintenu, et à demander l'extermination du « trotskysme » au « nom du peuple », saluant l'énergie du réformiste Negrin, bien que le tribunal ait dû abandonner l'accusation, sans avoir pu assassiner les camarades du P.O.U.M.

Il faut rester vigilants.

Tant qu'Andrade, Gironella, Gorkin, Bouet, Arquer, ne seront pas libérés, la menace de mort pèse sur eux. Le stalinisme est capable de tout ; de les assassiner dans les prisons ou d'intenter un nouveau « procès » afin de les assassiner légalement.

Camarades, pour comprendre la trame contre-révolutionnaire du « procès » contre le P.O.U.M. « trotskyste », confectionné par le gouvernement Negrin, sur les instigations du stalinisme, LISEZ ET DIFFUSEZ LE N° 2 DE « LA VERITE » qui vous parle du livre noir de Staline : « Espionnage en Espagne ».

Le meeting du S. I. A.

DANS notre précédent numéro, nous avons appelé nos lecteurs à participer au meeting du S.I.A. contre le procès du P.O.U.M. en faisant des réserves sur le caractère que les organisateurs entendaient donner à ce meeting.

En effet, une délégation de notre organisation qui s'était rendue au S.I.A. pour donner son adhésion à la protestation, se vit donner une réponse négative. Tout d'abord il y avait déjà beaucoup d'orateurs inscrits (sic) ; ensuite, le S.I.A. envisageait cette protestation non comme celle d'organisations ouvrières s'adressant aux travailleurs pour défendre une organisation prolétarienne, mais comme un appel à tous les hommes de cœur par un certain nombre de vedettes. Les dirigeants du S.I.A. ne voulaient surtout pas mettre en cause leurs amis de la C.N.T. associés à Negrin et par conséquent aussi responsables que lui, de couvrir les agissements du Guépéou en Espagne.

Nous avons à ce meeting — où assista une salle comble d'ouvriers — distribué un tract exprimant notre pensée. Cela ne fut pas du goût de chefs anarchistes (car l'U.A. a aussi ses chefs) qui tentèrent en vain de provoquer une bagarre avec quelques-uns de nos camarades, bien après la distribution du tract, à un moment où ils quittaient la réunion. Des camarades du P.O.U. avaient trouvé notre tract « maladroit et provocant ». Ils comptaient avoir la parole, mais le meeting fut levé sans qu'ils puissent parler et en réponse à leurs protestations, les mêmes anarchistes à la Frémont les houspillèrent. Il n'y a pas une question d'adresse avec les amis de M. Garcia Oliver ; il faut dénoncer leur duplicité et dire que ce n'est pas sur eux qu'il faut compter pour sauver les camarades du P.O.U.M.

droit d'asile aux blessés des brigades internationales

Le gouvernement ne laisse pas pénétrer sur le territoire français les blessés des brigades internationales qui ne sont pas de nationalité française. Le Front Populaire — ou ce qui continue à en rester — proteste contre le sort fait par le gouvernement à ceux qui ont été défendus la « troisième frontière » de la France. Mais c'est la politique du Front populaire, de « la France aux Français », qui a favorisé le chauvinisme qu'exploite le gouvernement.

Aujourd'hui, les blessés non français des brigades internationales ne peuvent entrer en France ; des milliers de travailleurs immigrés sont expulsés. Les travailleurs ainsi frappés ne peuvent compter que sur les militants révolutionnaires, restés fidèles à une politique de classe, qui ranimera la volonté de combat du prolétariat de ce pays et lui fera défendre le droit d'asile.

La Commune

Des abonnements!

ABONNE-TOI A « LA COMMUNE » (6 fr. 50 le No.)

3 mois 8 Fr.
6 mois 15 Fr.
1 an 30 Fr.

ABONNE-TOI A « LA VERITE » (6 fr. le No.)

1 an 30 Fr.

Seuls les abonnements et les efforts personnels des lecteurs permettent à « La Commune » et à « La Vérité » de pouvoir vivre.

Compte Chèque Postal : BRAUSCH 1773-07 Paris

Travail composé et tiré par des ouvriers syndiqués.

IMPRIMERIE SPECIALE DE « LA COMMUNE »

Le Gérant : BARRATINS.

La chute de Canton

CANTON, capitale de la Chine du Sud, est tombé. Cet événement est d'une importance considérable.

C'est d'abord la plus grande voie d'approvisionnement de l'armée chinoise aux mains de l'ennemi. Le ravitaillement en armes, munitions, matériel et produits de toutes sortes, passait par Canton. Il y parvenait par Hong-Kong, grand port anglais voisin, et par le chemin de fer du Yunnan, exportateur des marchandises provenant de l'Indochine française. La ligne Canton-Hankéou constituait ensuite la principale artère du ravitaillement chinois.

Canton tombé, Hankéou pris, c'est tout le dispositif de résistance chinois fortement ébranlé.

La défaite chinoise de Canton marque peut-être le commencement de déroutés décisives.

L'avis des experts militaires est assez partagé sur les causes de ce rapide succès nippon : imprévoyance, insuffisance, trahison. Il semble, malgré tous les démentis, que chacune de ces causes ait joué.

Imprévoyance : la défense chinoise paraît avoir été surprise par le débarquement japonais en Chine du Sud. Et, pourtant, bien des indices devaient enlever toute illusion. La réserve des Japonais provenait jusqu'ici de leur volonté d'éviter des incidents graves avec l'Angleterre, maîtresse de Hong-Kong, que la lutte pour Canton devait bloquer et paralyser.

La venue au pouvoir, dans ces dernières semaines, du clan fasciste au Japon, la débâcle anglo-française à Munich auraient dû alerter l'état-major chinois sur la probabilité de l'abandon par Tokio de tout ménagement vis-à-vis des intérêts anglo-français et ce d'autant plus que couper le ravitaillement chinois valait de courir quelques risques.

Insuffisance. — Ce n'est pas une affaire nouvelle ; la supériorité technique de l'armée nipponne n'est nulle part contestée, ce qui ne devait empêcher, à Canton, comme ailleurs, une longue résistance.

Trahison. — Elle est très vraisemblable et très habituelle de la part de la clique des généraux dits « républicains » des armées chinoises.

Que ce soit en Chine, en Tchécoslovaquie, en Espagne, partout il est ainsi démontré que l'amalgame honteux du type « Kuomintang » ou « Front populaire » entre le prolétariat et les classes dirigeantes, ne peut mener à l'émancipation nationale proclamée cependant comme « but suprême » de cet amalgame.

En Tchécoslovaquie, ce sont les Sirovy, les représentants du capital qui se traînent aux genoux d'Hitler, payant en antifascistes et révolutionnaires la conservation relative de leurs privilèges de classe. En Espagne, c'est le « Frente popular » payant en ouvriers révolutionnaires le compromis avec Franco pour une « libération nationale » qui mène droit à la colonisation de l'Espagne par les impérialismes des axes Paris-Londres et Rome-Berlin. En Chine, c'est la trahison à Canton, ce sont les pires tractations avec Londres, bourreau colonial qui n'a jamais cessé d'exploiter férocement la Chine, ce sont aussi les conversations secrètes avec Tokio pendant que meurent par millions de courageux combattants prolétaires qui veulent lutter pour l'émancipation nationale de la Chine, mais qu'en l'absence de parti marxiste, ils ne parviennent pas à réaliser par la lutte pour leur propre émancipation de classe. En Chine aussi c'est et ce sera pour finir des ententes entre brigands impérialistes nationaux, chinois, anglais et japonais qui feront la loi. On coupera encore quelques milliers de têtes pro-

létariennes, l'émancipation sera remise à plus tard, l'esclavage des masses continuera.

Ceux qui ont suivi les luttes héroïques des masses chinoises pour l'émancipation nationale depuis la guerre de 1918 ne seront pas surpris par la débâcle de Canton. Celle-ci est, au contraire, la conséquence logique de la politique suivie, sur l'ordre de l'Internationale Communiste, par le Parti communiste chinois depuis 1925, de cette politique d'union des classes, qui livre la victime au bourreau intérieur, sous prétexte de résister au botreau extérieur, lequel, pour finir, trouve toujours quelque terrain d'entente avec son « adversaire capitaliste » d'en face.

Ce n'est pas la première fois que Canton connaît la trahison, celui qui trahit le premier à Canton s'appelle du reste Tchang Kai Chek, sacré alors grand patriote par le génial Staline.

Car Tchang Kai Chek a une histoire. Il réalisa, comme chef militaire du Kuomintang, sorte de Front populaire chinois, en 1926-1927, de nombreux exploits contre le prolétariat chinois. C'est lui qui, en mai 1927, détruisit les organisations et milices chinoises de Shanghai dont l'héroïsme lui avait cependant ouvert la porte de la ville.

C'est lui qui liquida définitivement le mouvement révolutionnaire de mai à décembre 1927. Son dernier exploit fut précisément l'écrasement dans le sang de la Commune de Canton (12 décembre 1927). A cette époque, Tchang Kai Chek agissait pour le compte de la bourgeoisie chinoise et pour les clans pro-japonais. L'homme n'a pas changé, il reste le représentant de la bourgeoisie chinoise, les intérêts de cette bourgeoisie sont ses seuls guides ; battu par Tokio, contre les intérêts desquels il s'est élevé après les avoir favorisées, il abandonnera la lutte ou essaiera de transiger... Le prolétariat chinois paiera les frais.

La Chine ne pourra conduire son émancipation nationale qu'à travers son émancipation sociale : c'est en se débarrassant de la tutelle de la bourgeoisie et de ses généraux, c'est en instaurant les Soviets chinois que les prolétaires et paysans chinois pourront vraiment défendre leur pays de la colonisation des impérialismes étrangers.

Ceci est particulièrement vrai aujourd'hui. Le point faible de l'impérialisme nippon demeure sa situation intérieure, la misère de ses prolétaires. La révolution en Chine c'est la désagrégation des armées japonaises, leur enlèvement dans cet immense pays ; c'est la flamme nécessaire pour faire sauter la poudrière japonaise et débarrasser la Chine du samouraï nippon (en attendant de régler le sort des vieux bandits européens).

Avec la chute d'Hankéou, c'est tout le système de défense de l'armée chinoise qui s'effondre. Il ne semble pas que l'armée ait été écrasée. La résistance peut donc encore se prolonger mais il n'en est pas moins vrai qu'il ne peut y avoir d'issue victorieuse pour le peuple en lutte que sur la voie révolutionnaire. Plus que jamais, pour la victoire, vivent les Soviets en Chine !

Les mois que nous vivons ont une importance historique. Si le fascisme japonais réussissait à s'installer en Chine, ce serait la carte du monde qui changerait. Les immenses ressources chinoises décupleront les possibilités de Tokio. Les impérialismes anglo-français peuvent se préparer à d'immenses pertes en attendant la guerre du Pacifique, plus inéluctable que jamais. La prise d'Hankéou et de Canton

Les élections communales en Belgique

POUR l'ensemble des résultats des élections communales du 16 octobre, en Belgique, on a pu constater un renforcement de la coalition d'union nationale (socialiste, libérale, catholique) qui gouverne : le rexisme a enregistré un recul. Le stalinisme a gagné sur les précédentes élections communales de 1932, mais pas sur les élections législatives de 1936. L'accord de Munich a favorisé un tassement autour du gouvernement qui avait affirmé sa « neutralité », au moins pour les premiers jours d'une guerre. Ce gouvernement n'est et ne sera pas neutre dans le conflit entre exploités et exploités.

A ces élections communales, le Parti Socialiste Révolutionnaire avait défendu le drapeau de la IV^e Internationale dans 6 communes du Borinage et dans 4 communes de la région de Charleroi. Près de 7.000 voix se sont comptées sur les listes du Parti Socialiste Révolutionnaire. Dans la région de Charleroi, il y a un recul notable des voix, par rapport aux élections précédentes, et ce recul se fait au profit des staliens. C'est un fait qui ne manquera certainement pas de faire réfléchir les camarades de Charleroi qui constituaient autrefois la région du Parti Communiste ; nous craignons que ce fait marque un renouvellement insuffisant dans les couches jeunes depuis 5 à 10 années.

Dans la région du Borinage, il y a aussi un recul, sauf dans la commune de Flénu, où le P.S.R. a la majorité absolue, par rapport aux élections législatives. Rappelons que la rupture de l'aile gauche du P.O.B. se fit à cette occasion. C'est cette aile gauche avec W. Dauge qui fusionna avec l'opposition communiste pour donner le P.S.R. Nos lecteurs savent que récemment se produisit une scission dans le P.S.R. Près d'un quart de l'organisation avec le camarade Vereecken de Bruxelles refusa d'accepter les méthodes d'organisation du Centre international et de Trotsky. Nous sommes encore obligés de remettre au prochain numéro la publication d'extraits de « Contre le Courant », édité par ces camarades. Nous voulons d'abord retenir que, tandis que rien n'a été épargné pour mettre Vereecken et son groupe hors de l'organisation internationale, le S.I. tolère l'électoratisme souvent débordant de Dauge ; on sait la position qu'il prit l'an dernier lors de l'élection Van Zeeland. Pour comprendre qu'il ne s'agissait pas d'un faux pas mais d'une tendance caractérisée, il nous suffirait de publier l'article paru dans « La Lutte Ouvrière », où il est rendu compte de la façon dont fut célébrée la victoire de Dauge et de sa liste à Flénu. Quelques extraits seront édifiants :

« Vers 3 heures de l'après-midi, une grande foule se rassembla en face du local, dans la Grand'Rue. Lorsque le camarade Dauge arriva, il fut abondamment fleuri.

L'orchestre, composé de quelques vaillants musiciens, sympathisants du P.S.R., qui s'étaient mis spontanément à notre disposition, attaqua une vibrante Internationale chantée en chœur, poings levés, par tous les hommes et femmes présents. Deux jeunes filles de Wasmeil, membres de la J.S.R., prononcèrent des discours, félicitant le camarade Dauge et lui remirent des fleurs au nom de leur section.

Puis Dauge prononça quelques paroles. Nous ne sommes pas des croque-morts, dit-il en substance. Nous n'entendons pas copier les habitudes déplorables de certains de nos adversaires politiques en « enterrant » — pour reprendre une expression consacrée — qui que ce soit. Nous leur donnerons à tous une leçon de dignité. Que notre manifestation se déroule simplement sous le signe du socialisme révolutionnaire et aussi sous le signe du Front unique prolétarien le plus large contre le capitalisme, le fascisme et la guerre.

« Le cortège, qui avait grossi tout le long du parcours, s'arrêta en face de la maison habitée par Walter Dauge. Une jeune fille du quartier prononça un bref et chaleureux discours et remit, au nom des habitants du quartier, un stylo au camarade Dauge.

Puis, on se remit en marche. Sur la place du Haut-Flénu, la foule manifesta toute sa joie en dansant au son d'airs populaires joués par les vaillants musiciens. »

Dans le même numéro, un article leader commentant les élections se livrait d'ailleurs à une comparaison extravagante avec les élections aux Soviets en Russie en 1917. En faisant ces observations, nous n'entendons pas mépriser le fait que le P.S.R. dispose d'une importante base ouvrière, nous voulons simplement faire observer que, pour Trotsky et le S.I. il ne faudrait pas une paille aussi grosse ou une poutre aussi fine (comme on le voudra) pour justifier et réaliser certaines ruptures.

aidera également beaucoup Hitler. Londres débordé abandonnera sans doute la résistance en Europe centrale au pangermanisme, se bornant plus que jamais à un défensisme absolu, où l'appui italien lui sera nécessaire en Méditerranée. L'impérialisme français, de plus en plus isolé, devra tout accepter au nom du maintien de l'axe Londres-Paris : le « diktat » italo-allemand pour le règlement du problème espagnol, la perte de colonies, etc., etc... A moins que... suprême espoir de Blum... (l'impérialisme américain n'entre en jeu et que les « démocraties » jouent alors le va-tout de la guerre. — Il est trop tôt pour le savoir. — Quoi qu'il en soit, la capitulation de Munich, la prise de Canton et d'Hankéou sont des événements dont toutes les conséquences ne sont pas encore mesurables.